

En 2004 les Etats Généraux de la recherche concluaient sans ambiguïtés à la nécessité de réformes. La réorganisation des universités, l'évaluation nationale des chercheurs, la complémentarité entre recherche et enseignement figuraient parmi les lignes directrices des améliorations à apporter. Comment dès lors comprendre l'hostilité des universitaires aux propositions du gouvernement qui semblent poursuivre les mêmes buts ?

De la loi sur « l'autonomie des universités » (ou LRU) aux projets de décrets sur le statut des universitaires, force est de constater que le gouvernement a souvent mis l'accent sur la faiblesse de l'Université française (classement de Shanghai), la faiblesse de sa capacité à innover ou à contribuer à l'émergence de nouvelles technologies (lien entre recherche fondamentale et recherche appliquée).

Si le consensus existe sur la nécessité de reformer l'Université française, pourquoi le Chef de l'Etat et la Ministre de l'enseignement supérieur consacrent autant d'énergie à dénigrer les universitaires, le CNRS et la recherche en général ? Plusieurs enjeux se font jour au travers de la loi LRU, des projets de décrets et des différentes interventions publiques sur le sujet.

- 1) le rapport entre le politique et la recherche – en créant l'AERES (Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) ou l'ANR (l'Agence Nationale de la Recherche), le gouvernement concrétise l'idée que le politique, puisqu'il paie, doit pouvoir commander les orientations de la recherche. Si personne ne prétend que livrer les chercheurs à eux-mêmes soit une solution, nul n'ignore que la commande politique reflète un court termisme incompatible avec la recherche elle-même.
- 2) La perception ou la définition du métier d'universitaire – par l'individualisation des évaluations, le gouvernement veut réduire la dimension collégiale de la recherche française (laboratoire, équipe). En créant de la concurrence entre universitaires, on espère créer de l'émulation, attirer des chercheurs étrangers. Est-ce une réponse aux départs des chercheurs français pour l'étranger, aux manques de perspectives ressenti par les jeunes universitaires ? Rien n'est moins sûr.
- 3) La décentralisation de la gestion et de recrutement des universitaires. L'idée en elle-même est séduisante mais est-elle adaptée ici ? Elle repose sur la critique du mandarinat à l'Université ; critique ancienne et pertinente car ce phénomène existe. Pour autant le poids nouveau des présidents d'Universités sans contre-pouvoir ouvre tout autant la porte à une forme de clientélisme et de féodalisation.
- 4) La réduction des dépenses publiques est clairement un objectif des réformes engagées. La critique des gaspillages et de l'inefficacité en est un moteur. Or, si l'état des finances publiques commande cette réflexion, le pourcentage des dépenses affectées à l'enseignement supérieur est, en France, un des plus faibles parmi les pays occidentaux. Il n'y a donc pas lieu de faire de ce sujet une priorité.
- 5) La qualité de l'Université, des ses formations, des diplômes octroyés, la réussite des étudiants n'est paradoxalement que peu évoquée. Dans la continuité des annonces faites voici 20 ans (80% de réussite au Bac), la Ministre annonce que la réussite de l'Université se marquera par le fait que 50% d'une classe d'âge soit titulaire d'une licence. Nous sommes à 37% aujourd'hui et le chiffre annoncé est la réalité de nos voisins européens. Pour autant nombreux sont ceux qui considèrent aujourd'hui que nous réduisons l'exigence de notre système d'enseignement pour atteindre ces objectifs. Dans le même temps la question de l'hyper sélection dans les prépa ou les écoles d'ingénieurs et celle de l'absence de sélection dans les universités n'est jamais abordée. Le débat sur l'efficacité de notre système d'enseignement reste entier.

A la rencontre de ces différents enjeux se profile la référence à un modèle que seraient les universités nord-américaines. La volonté d'avoir en France quelques grandes universités n'est pas contestable en soit. Pour autant doit-on passer pour cela par une inflation des coûts d'inscription qui créera une forme de sélection contraire à nos idéaux républicains ? Doit-on esquiver le débat sur la qualité de la formation universitaire et de la confiance que nos étudiants ont en ses diplômes ?

Pour l'ensemble de ces raisons le Mouvement Démocrate soutient les universitaires dans leur volonté de reformer l'Université française et de l'intégrer à la recherche européenne. Nous apporterons notre contribution à la réflexion. Nous contesterons le conservatisme du PS dont l'incapacité à concevoir des réformes permet à l'UMP de tenter des réformes dans n'importe quelles conditions.